

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

[99/22115]

18 JANVIER 1999. — Arrêté royal portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Conseil technique des implants institué auprès du Service des soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, notamment l'article 28, § 4;

Vu la proposition du Conseil technique des implants, formulée le 22 juin 1998;

Vu la décision du Comité de l'assurance soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité du 6 juillet 1998;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le règlement d'ordre intérieur du Conseil technique des implants joint en annexe est approuvé.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 janvier 1999.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

Annexe à l'arrêté royal du 18 janvier 1999
portant approbation du règlement d'ordre intérieur
du Conseil technique des implants

Règlement d'ordre intérieur

De la convocation

Article 1^{er}. Le Conseil technique des implants se réunit sur convocation du président soit à son initiative, soit à la requête du Comité de l'assurance soins de santé, soit à la demande de trois membres effectifs au moins, formulée par écrit et mentionnant l'objet de la réunion. Dans tous les cas, la convocation mentionne l'ordre du jour de la réunion.

Art. 2. Les membres sont convoqués par écrit, sous la signature soit du président, soit du secrétaire.

Les convocations sont envoyées au moins cinq jours avant la date de la séance.

En cas d'urgence, le président peut convoquer le Conseil sans délai.

Du siège

Art. 3. Les réunions ont lieu au siège du Service des soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité.

Art. 4. Les membres effectifs et les membres suppléants sont convoqués aux séances. En cas d'empêchement, un membre effectif veille à son remplacement par un membre suppléant appartenant au groupe qu'il représente. Seuls les membres effectifs et les membres suppléants qui remplacent les membres effectifs absents assistent aux séances avec voix délibérative. Un membre suppléant peut, même en cas de présence du membre effectif, assister à la réunion, mais sans voix délibérative. Le président suppléant peut assister aux séances dans lesquelles siège le président.

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

[99/22115]

18 JANUARI 1999. — Koninklijk besluit tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Technische Raad voor implantaten ingesteld bij de Dienst voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid op artikel 28, § 4;

Gelet op het voorstel van de Technische raad voor implantanten, geformuleerd op 22 juni 1998;

Gelet op de beslissing van het Comité van de verzekering voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering van 6 juni 1998;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het als bijlage bij dit besluit gevoegde huishoudelijk reglement van de Technische Raad voor implantaten wordt goedgekeurd.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 januari 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN

Bijlage bij het koninklijk besluit van 18 januari 1999
tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement
van de Technische Raad voor implantaten

Huishoudelijk reglement

Bijeenroeping

Artikel 1. De Technische raad voor implantaten vergadert na oproep van de voorzitter, hetzij op zijn initiatief, hetzij op verzoek van het Comité van de verzekering voor geneeskundige verzorging, hetzij op verzoek van ten minste drie werkende leden dat schriftelijk wordt gedaan en het onderwerp van de vergadering vermeldt. De oproep vermeldt in elk geval de agenda van de vergadering.

Art. 2. De leden worden schriftelijk bijeengeroepen en de oproep wordt ondertekend door de voorzitter of door de secretaris.

De oproepingen worden verzonden ten minsten vijf dagen vóór de datum van de vergadering.

De voorzitter mag in geval van dringende noodzakelijkheid de raad onverwijld bijeenroepen.

Plaats

Art. 3. De vergaderingen worden gehouden in de dienst voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering.

Art. 4. De werkende en plaatsvervangende leden worden voor de vergaderingen opgeroepen. Ingeval een werkend lid verhinderd is, voorziet het in zijn vervanging door een plaatsvervangend lid dat behoort tot de groep die het vertegenwoordigt. Alleen de werkende leden en de plaatsvervangende leden die de afwezige werkende leden vervangen, wonen de vergaderingen bij met stemrecht. Een plaatsvervangend lid kan, zelfs in aanwezigheid van het werkend lid, de vergaderingen bijwonen, nochtans zonder stemgerechtigd te zijn. De plaatsvervangend voorzitter mag de vergaderingen bijwonen waarin de voorzitter zitting heeft.

Le Conseil peut cependant, pour l'examen de problèmes techniques particuliers, inviter en séance, toute personne qu'il juge susceptible de pouvoir l'éclairer. Chaque groupe peut, par objet, être assisté d'un ou plusieurs techniciens et ce dans les cas où le Conseil l'estimerait nécessaire.

Art. 5. Le siège du Conseil technique des implants est valablement constitué lorsque la moitié des membres au moins sont présents. Les travaux du Conseil sont conduits par son président ou, en cas d'empêchement du président, par le président suppléant. En l'absence du président et du président suppléant, la séance est présidée par le doyen d'âge de l'assemblée.

Art. 6. Le Conseil peut constituer en son sein des groupes de travail qu'il charge de l'étude préalable d'un problème.

Chaque groupe de travail est présidé par un membre du Conseil désigné par le président. Son secrétariat est assuré également par un de ses membres.

Chaque groupe de travail peut entendre les techniciens qu'il juge nécessaire.

De l'ordre du jour

Art. 7. L'ordre du jour des séances est fixé par le Conseil ou, en cas d'urgence, par le président et figure sur la convocation. Cependant, dans le cas où une réunion est convoquée à la demande de trois membres effectifs au moins, l'ordre du jour doit contenir l'objet de cette demande.

Seules les questions reprises à cet ordre du jour sont discutées, l'ordre de leur examen pouvant être modifié si la majorité des membres en exprime le voeu.

Le Conseil peut toutefois décider, dans les conditions prévues à l'article 8, de mettre en discussion un problème non annoncé par l'ordre du jour. Dans ce dernier cas, le vote décisif ne peut intervenir qu'au cours de la séance immédiatement ultérieure, sauf si, tous les membres étant présents, ils en décident autrement.

Des votes

Art. 8. Le président et le président suppléant n'ont pas droit de vote.

Seuls les membres effectifs et les membres suppléants qui remplacent les membres effectifs absents ont voix délibérative, à l'exception de ceux désignés par les Ministres qui ont respectivement les Affaires sociales et la Santé publique dans leur compétence.

Art. 9. Les décisions sont prises à la majorité simple des membres participant au vote, compte tenu des abstentions. En cas de parité de voix, la proposition est rejetée.

Du secrétariat et des procès-verbaux

Art. 10. Un secrétaire et un secrétaire adjoint sont désignés par le fonctionnement dirigeant du Service des soins de santé de l'I.N.A.M.I.

Le secrétaire est chargé de la rédaction des procès-verbaux des séances. Ceux-ci sont adressés aux membres effectifs et suppléants, dans les deux langues nationales.

Art. 11. Les procès-verbaux relatifs à une séance sont soumis pour approbation à la séance suivante, pour autant qu'ils aient été adressés aux membres au moins trois jours avant la date de cette réunion. Dans le cas contraire, l'examen en vue de leur approbation est reporté à la séance immédiatement ultérieure.

Toutefois, lorsqu'une séance a été tenue en l'absence conjuguée du président et du président suppléant, les avis qui y ont été donnés et les décisions qui y ont été prises ne deviennent exécutoires qu'après approbation du procès-verbal à une réunion ultérieure du Conseil, tenue en présence de son président ou de son président suppléant.

De la confidentialité

Art. 12. Les membres et toutes personnes participant aux travaux du Conseil sont tenus de garder la confidentialité des délibérations ainsi que de tous renseignements dont ils prendraient connaissance à l'occasion de l'accomplissement de leurs missions.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 18 janvier 1999.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

De raad kan evenwel met het oog op de behandeling van bijzondere technische problemen, ieder persoon van wie hij oordeelt dat hij hem kan voorlichten, voor de vergadering oproepen. Iedere groep kan zich, per onderwerp, laten bijstaan door één of meer technici, en dit in de gevallen waarin de Raad het nodig zou achten.

Art. 5. De Technische Raad voor implantaten kan slechts geldig vergaderen indien ten minste de helft van de leden aanwezig is. De werkzaamheden van de Raad worden geleid door zijn voorzitter of, als de voorzitter verhinderd is, door de plaatsvervangende voorzitter. Als de voorzitter en de plaatsvervangende voorzitter afwezig zijn, wordt de vergadering voorgezeten door het oudste lid in jaren.

Art. 6. De Raad kan in zijn schoot werkgroepen instellen die hij belast met het voorafgaand onderzoek van een probleem.

Elke werkgroep wordt voorgezeten door een lid van de Raad dat is aangewezen door de voorzitter. Ook voor het secretariaat ervan staat één van zijn leden in.

Elke werkgroep mag de technici horen die ze nodig acht.

Agenda

Art. 7. De agenda van de vergaderingen wordt vastgesteld door de Raad of, in geval van dringende noodzakelijkheid, door de voorzitter en is vermeld in de oproep. Als evenwel een vergadering wordt bijeengeroepen op verzoek van ten minste drie werkende leden, moet de agenda het onderwerp van dat verzoek bevatten.

Alleen de aangelegenheden die aan de agenda zijn ingeschreven worden besproken. De volgorde van de behandeling ervan kan worden gewijzigd indien de meerderheid van de leden daartoe de wens uitdrukt.

De Raad mag echter onder de in artikel 8 bepaalde voorwaarden beslissen een probleem ter discussie te stellen dat niet aan de agenda staat. In dat geval mag de beslissende stemming pas plaatshebben in de eerste daaropvolgende vergadering, behoudens indien alle leden aanwezig zijn en daarover anders beslissen.

Stemmingen

Art. 8. De voorzitter en de plaatsvervangende voorzitter hebben geen stemrecht.

Alleen de werkende leden en de plaatsvervangende leden die de afwezige werkende leden vervangen, zijn stemgerechtigd, met uitzondering van degenen die zijn aangewezen door de Ministers die respectievelijk Sociale Zaken en Volksgezondheid onder hun bevoegdheid hebben.

Art. 9. De beslissingen worden genomen bij eenvoudige meerderheid van de leden die aan de stemming deelnemen en er wordt geen rekening gehouden met de onthoudingen. Bij stemmenstaking is het voorstel afgewezen.

Secretariaat en notulen

Art. 10. Een secretaris en een adjunct-secretaris worden aangewezen door de leidend ambtenaar van de Dienst voor geneeskundige verzorging van het R.I.Z.I.V.

De secretaris is belast met het opmaken van de notulen van de vergaderingen. Deze worden in beide landstalen aan de werkende en plaatsvervangende leden gezonden.

Art. 11. De notulen van een vergadering worden op de volgende vergadering ter goedkeuring voorgelegd in zoverre ze ten minste drie dagen vóór de datum van die vergadering aan de leden zijn gestuurd. Zo niet, wordt het onderzoek met het oog op de goedkeuring ervan verdaagd tot de eerste daaropvolgende vergadering.

Indien evenwel een vergadering is gehouden waarop de voorzitter en de plaatsvervangende voorzitter samen afwezig waren, worden de adviezen die er zijn uitgebracht en de beslissingen die er zijn getroffen, pas uitvoerbaar nadat de notulen in een volgende vergadering van de Raad, in aanwezigheid van de voorzitter of van de plaatsvervangende voorzitter, zijn goedgekeurd.

Vertrouwelijkheid

Art. 12. De leden en alle personen die deelnemen aan de werkzaamheden van de Raad houden zich aan het bewaren van de vertrouwelijkheid van de beraadslagingen evenals van alle inlichtingen waarvan zij kennis nemen bij de uitoefening van hun opdrachten.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 18 januari 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN